

Unité départementale de la Côte-d'Or  
27, boulevard Voltaire  
CS 27912  
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 10/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Framatome SAS – Etablissement de Montbard**

TOUR AREVA 1 PL JEAN MILLIER  
92400 Courbevoie

Références : 2024-077  
Code AIOT : 0005401360

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2024 dans l'établissement Framatome SAS – Etablissement de Montbard implanté 5 AVENUE DU GENERAL LECLERC 21500 Montbard. L'inspection a été annoncée le 22/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Framatome SAS – Etablissement de Montbard
- 5 AVENUE DU GENERAL LECLERC 21500 Montbard
- Code AIOT : 0005401360

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

FRAMATOME MONTBARD est spécialisé dans la production de tubes sans soudure à usage nucléaire.

Le site produit des faisceaux de tubes cintrés et des produits tubulaires spécialisés, en alliage de nickel et en acier inoxydable destinés aux générateurs de vapeur.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Disposition général	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36	Sans objet
2	Point de rejet	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 37	Sans objet
3	Conformité des points de rejets atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 3.2.1	Sans objet
4	Surveillance des rejet	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 45	Sans objet
5	Respect des valeur limite de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 3.2.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### Corpus réglementaire de la visite d'inspection :

- Arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 26 janvier 2010

Cette visite d'inspection a mis en évidence que l'auto-surveillance des rejets atmosphériques n'étaient pas réalisée conformément aux normes demandées. Il est demandé à l'exploitant de réaliser les opérations nécessaires pour rendre l'autosurveillance des rejets atmosphériques conforme aux normes demandées ou de justifier l'impossibilité de cette mise en conformité par une étude technico-économique.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Disposition général**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets Atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>«Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs-limites du présent arrêté.</p> <p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. [...].»</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les bains et les cuves de traitement sont capotés permettant ainsi de capter leurs émissions atmosphériques. Des équipements d'épuration sont mis en place avant rejet à l'atmosphère de ces émissions.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Point de rejet**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 37</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets Atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>«Les éventuels points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les éventuels conduits d'extraction sont éloignés au maximum des locaux habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comportent pas d'obstacle à la diffusion des gaz. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants.</p> <p>La dilution des effluents est interdite. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs-limites exprimées en concentration.»</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les points de rejets atmosphériques contrôlés débouchaient en toiture des bâtiments.</p> <p>Le point de rejet le plus proche des premières habitations (n°9 chaudière-gaz bureau) est situé à environ 90 mètres.</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de bouche d'aspiration d'air frais ou de prise d'air avoisinante pouvant entraîner un siphonnage des effluents.</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de raccordement pouvant entraîner la dilution des effluents.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Conformité des points de rejets atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets Atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>"[...]</p> <p>Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.</p> <p>[...]</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>[...]</p> <p>La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>[...]"</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'inspection a constaté que les parties terminales des débouchés des points de rejets permettaient de favoriser l'ascension des gaz dans l'atmosphère, hormis pour le conduit n° 9 (chaudière gaz - APN TTS). En effet, le point de rejet n° 9 est équipé à sa partie supérieure d'un "chapeau chinois" venant couper l'ascension des gaz.</p> <p>L'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, prévoit à l'article 1 que les appareils de combustion de puissance thermique nominale inférieure à 1 MW ne sont pas soumis aux prescriptions de cet arrêté. La chaudière raccordée au conduit n° 9 a une puissance de 575 kw.</p> <p>Un porter à connaissance est actuellement en cours d'instruction par l'inspection des installations classées. Une modification des prescriptions relatives à ce point de rejet n°9 sera étudié dans le cadre de cette instruction.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Surveillance des rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets Atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>«La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;</li> <li>- les valeurs-limites d'émissions.</li> </ul> <p>[...]»</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré mettre en place un suivi régulier de l'ensemble du système de captation (suivis et entretien). L'inspection des installations classées n'a pas consulté les registres de maintenance.</p> <p>Les rapports des mesures des émissions atmosphériques du 10 février 2022, du 29 septembre 2022 et du 19 octobre 2023 montrent que l'exploitant respecte les périodicités de surveillance des valeurs-limites d'émissions.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Respect des valeur limite de rejet**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2010, article 3.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets Atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>«Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs-limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs);</li> <li>• à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous.</li> </ul> <p>Conduits n°1 et 1 '</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- acidité exprimée en H : 0.5 mg/Nm3</li> <li>- Alcalins exprimés en OH : 10 mg/Nm3</li> </ul> <p>Conduits n° 12, 13, 14 et 15</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poussières : 15 mg/Nm3</li> </ul> <p>Conduits n° 9 et 10</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poussières : 5 mg/Nm3 sec</li> <li>- NOx en équivalent NO2 : 150 mg/Nm3 »</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport d'analyse de 2022 présenté lors de la visite d'inspection faisait état d'une non-</p>

<p>conformité vis-à-vis du rejet du conduit 1 en Alcalins.</p> <p>L'exploitant a signalé avoir réalisé les opérations de la mise en conformité de l'installation et les résultats des prélèvements réalisés entre le 26 et le 29 septembre 2023 montrent des teneurs inférieures au seuil de détection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>